



Projet de loi n°6500 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat  
pour l'exercice 2013

Avis de la Chambre de Commerce

**Budget de l'Etat 2013**  
**Le Luxembourg à la dérive ...**  
**et pourtant les solutions existent!**



Conférence de presse du 14 novembre 2012



## Sommaire

### 1. Les données de base du budget 2013

### 2. Un état des lieux inquiétant

### 3. Une réaction insuffisante jusqu'à présent

- Des paquets d'assainissement disparates et peu ambitieux
- Des amendements en déphasage avec les défis à relever

### 4. Les recommandations en 4 piliers

- Lignes directrices
- Mesures structurelles
- Mesures ponctuelles
- Mesures d'augmentation des recettes



# Sommaire

## 1. Les données de base du budget 2013

## 2. Un état des lieux inquiétant

## 3. Une réaction insuffisante jusqu'à présent

- Des paquets d'assainissement disparates et peu ambitieux
- Des amendements en déphasage avec les défis à relever

## 4. Les recommandations en 4 piliers

- Lignes directrices
- Mesures structurelles
- Mesures ponctuelles
- Mesures d'augmentation des recettes

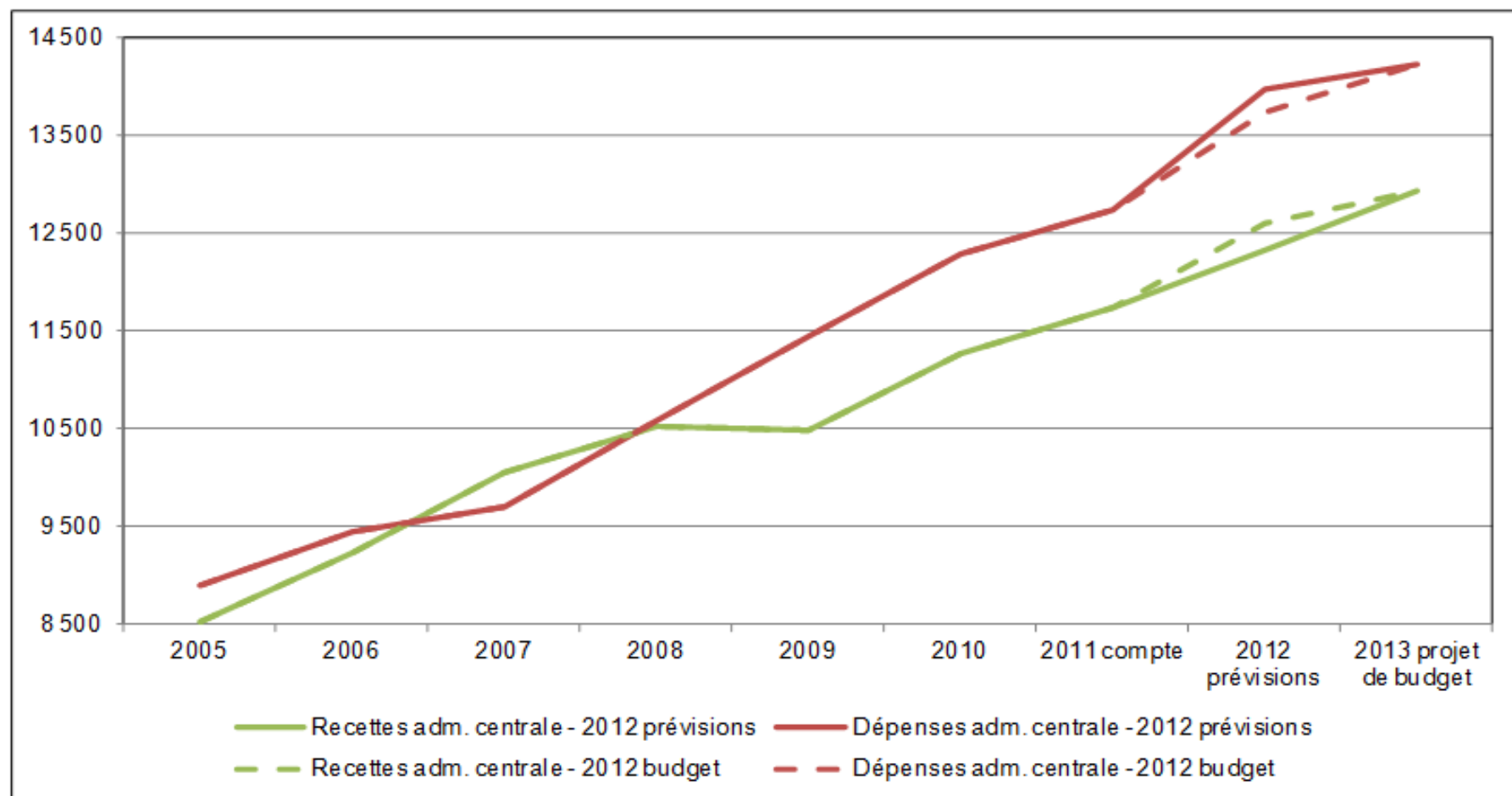


## Budget 2013 : la base de comparaison conditionne l'analyse (1)

	Recettes	Dépenses
2013 (mio EUR)	12 929	14 222
2012 budget voté (mio EUR)	12 596	13 740
2012 prévision (mio EUR)	12 327	13 975
Variation 2013 / 2012 budget voté (mio EUR)	333	483
Variation 2013 / 2012 prévision (mio EUR)	602	247
Variation 2013 / 2012 budget voté (%)	2,6%	3,5%
Variation 2013 / 2012 prévision (%)	4,9%	1,8%



## Budget 2013 : la base de comparaison conditionne l'analyse (2)



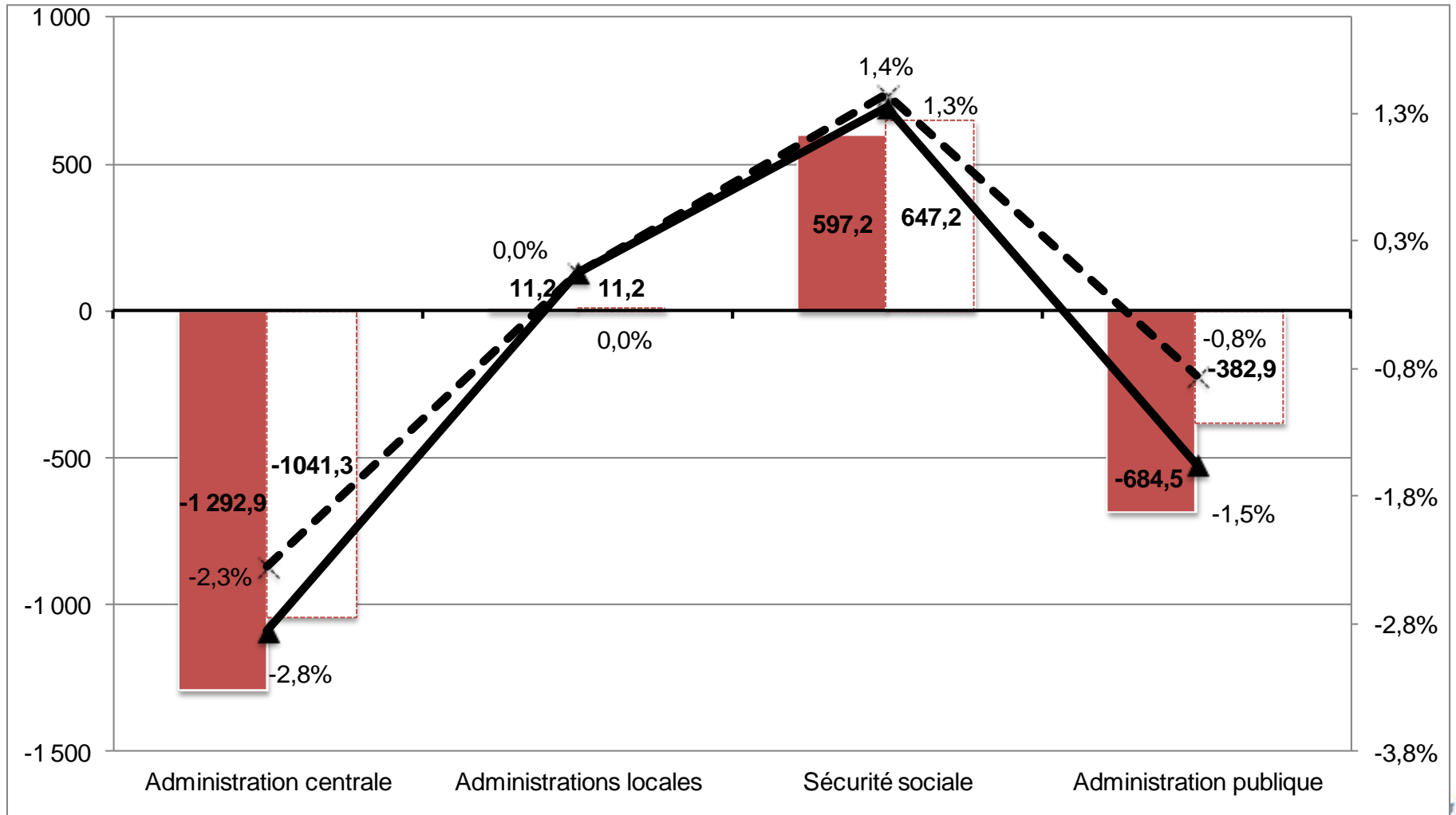


## Le projet de budget 2013 en un clin d'œil... (1)

Élément	Montant
Croissance économique projetée	+1,7% (révisée à 0,0% - 0,7%)
Taux de création d'emploi	+0,9%
Taux de chômage	6,8%
Indice des prix à la consommation	+2,0%
Solde de l'Administration centrale	-1.293 mio EUR (2,8% du PIB)
Solde de l'Administration publique	-685 mio EUR (1,5% du PIB)
Evol. dépenses 2013 p.r. dépenses votées 2012	+483 mio EUR (+3,5%)
Evol. dépenses 2013 p.r. dépenses réelles 2012	+247 mio EUR (+1,8%)
Evol. recettes 2013 p.r. recettes votées 2012	+333 mio EUR (+2,6%)
Evol. recettes 2013 p.r. recettes réelles 2012	+602 mio EUR (+4,9%)
Dette publique fin 2013	11.866 mio EUR (26,2% du PIB)
Dette publique fin 2013 sans les engagements internationaux	8.866 mio EUR (19,5% du PIB)
Dépenses d'investissements publics	1.738 mio EUR (3,8% du PIB)

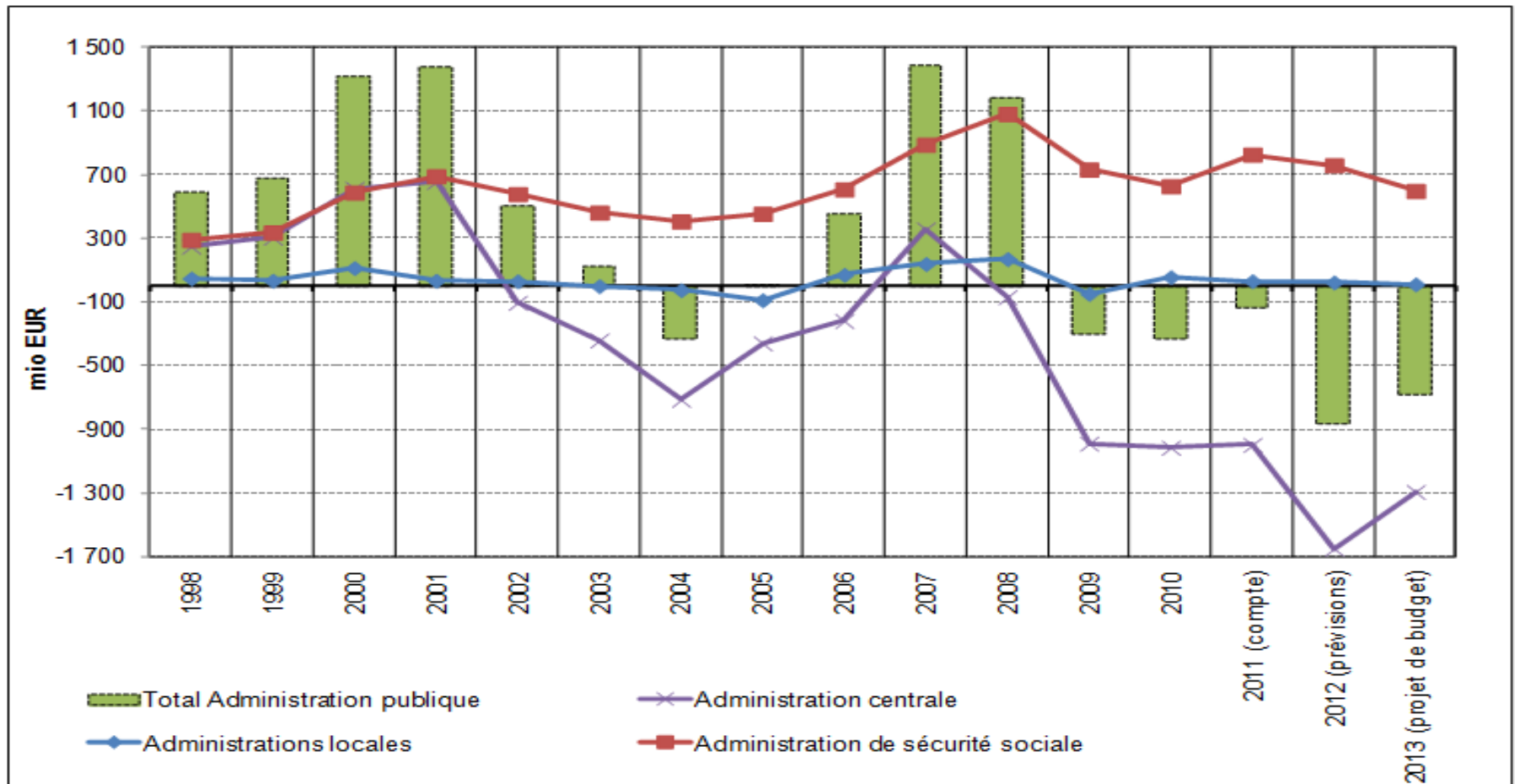


## Le projet de budget 2013 en un clin d'œil... (2)





## Evolution des soldes partiels de l'Administration publique

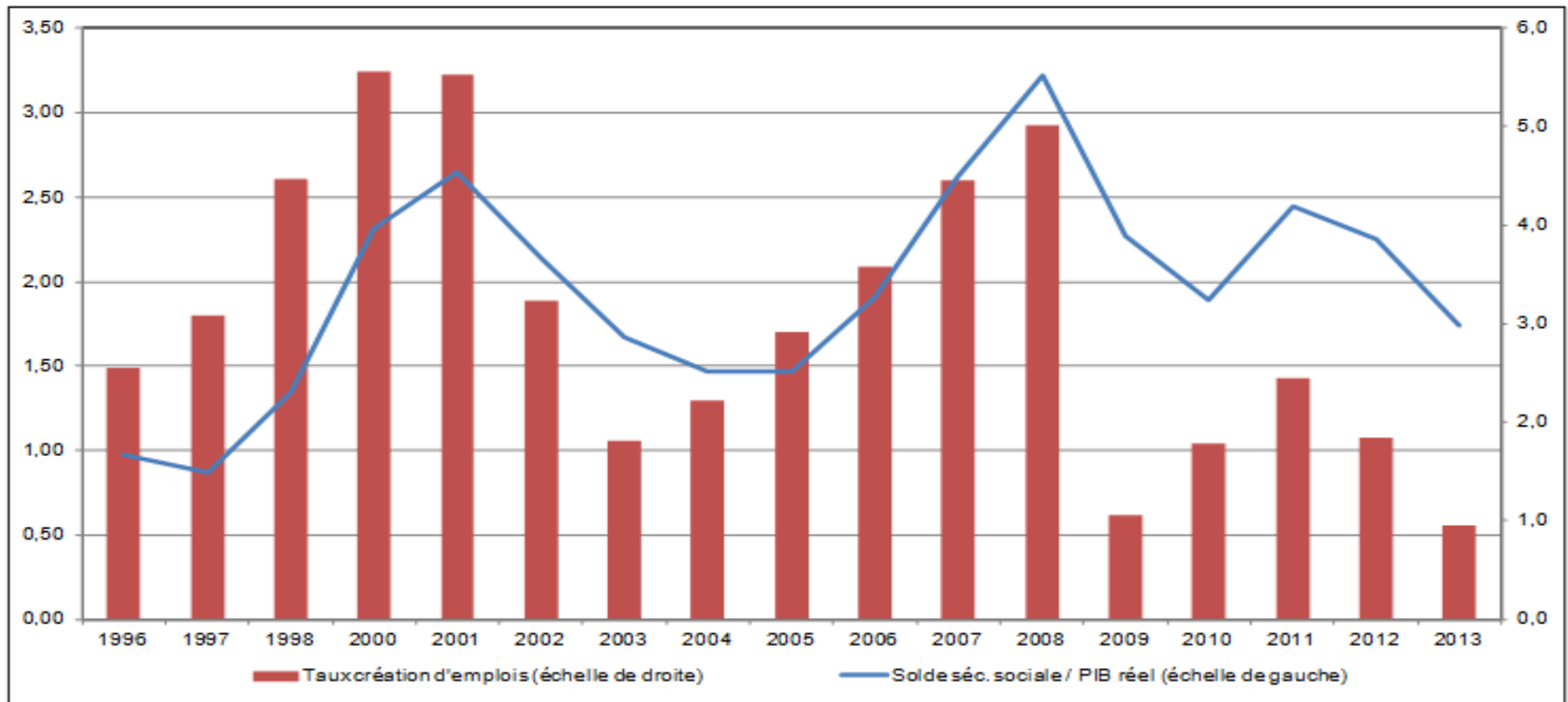






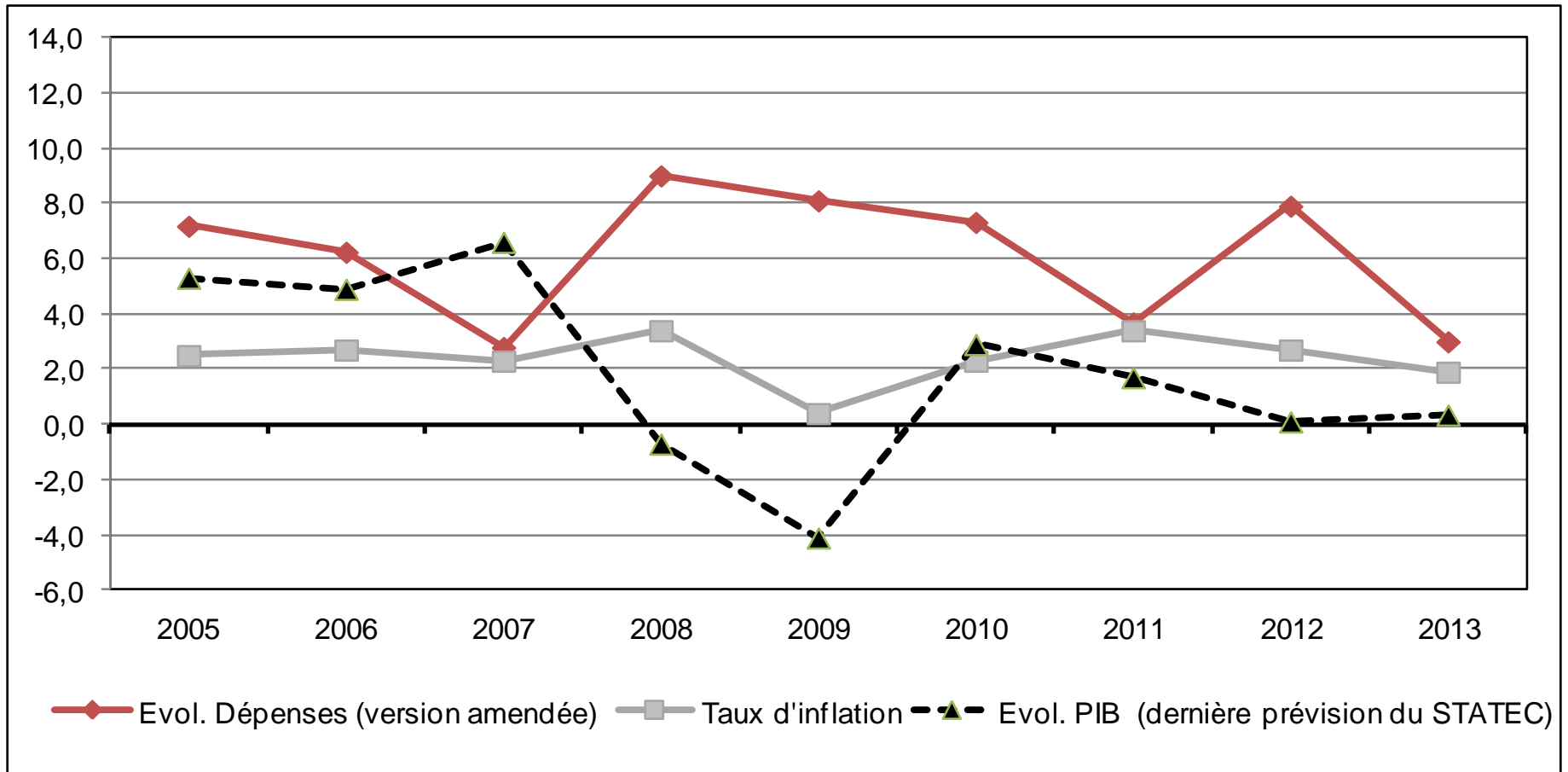
## Sécurité sociale : le coussin de sécurité continue à fondre à une vitesse fulgurante

### Evolution du solde de la sécurité sociale et du taux de création d'emplois



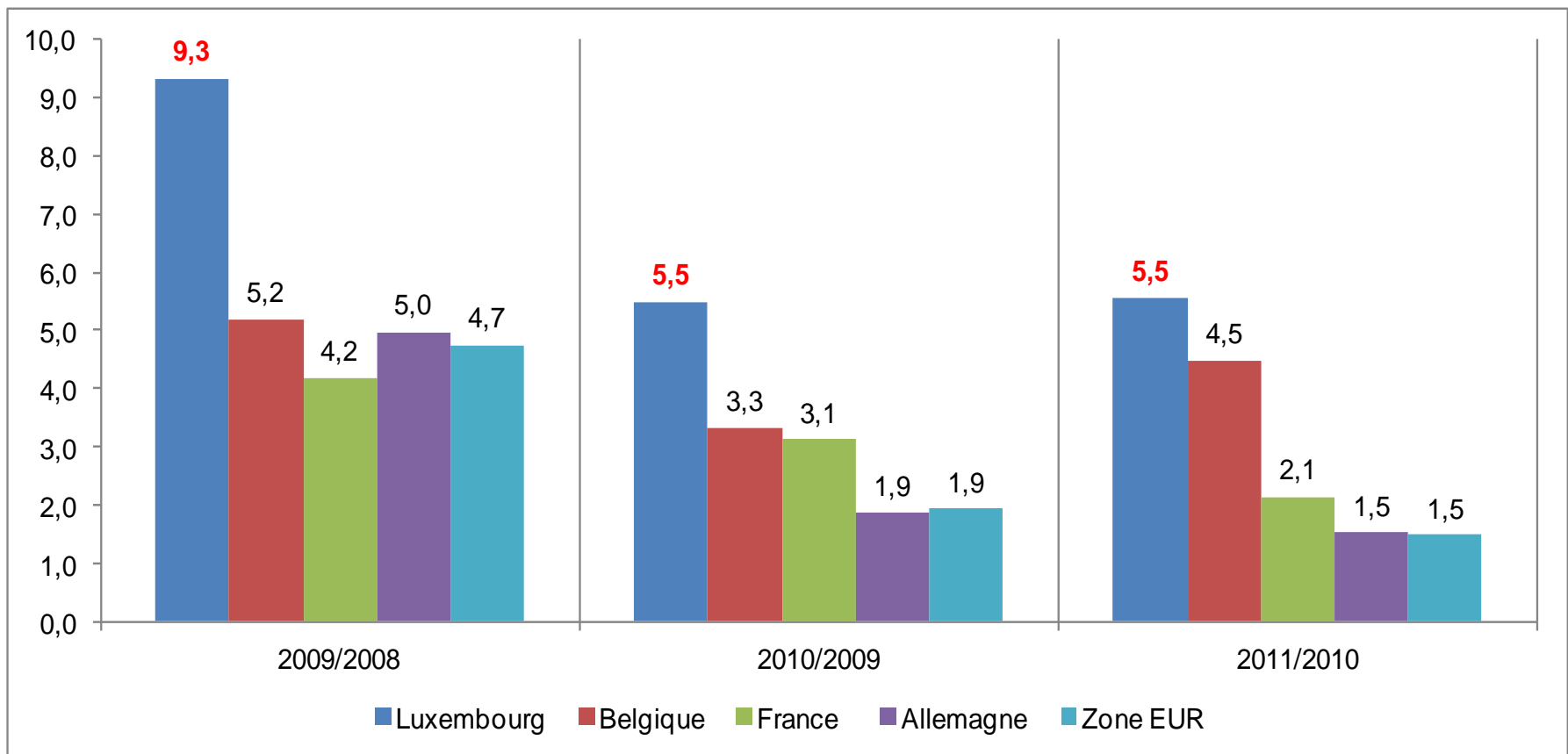


## Evolution des dépenses de l'Administration centrale : au-delà du réel et du réalisable ?



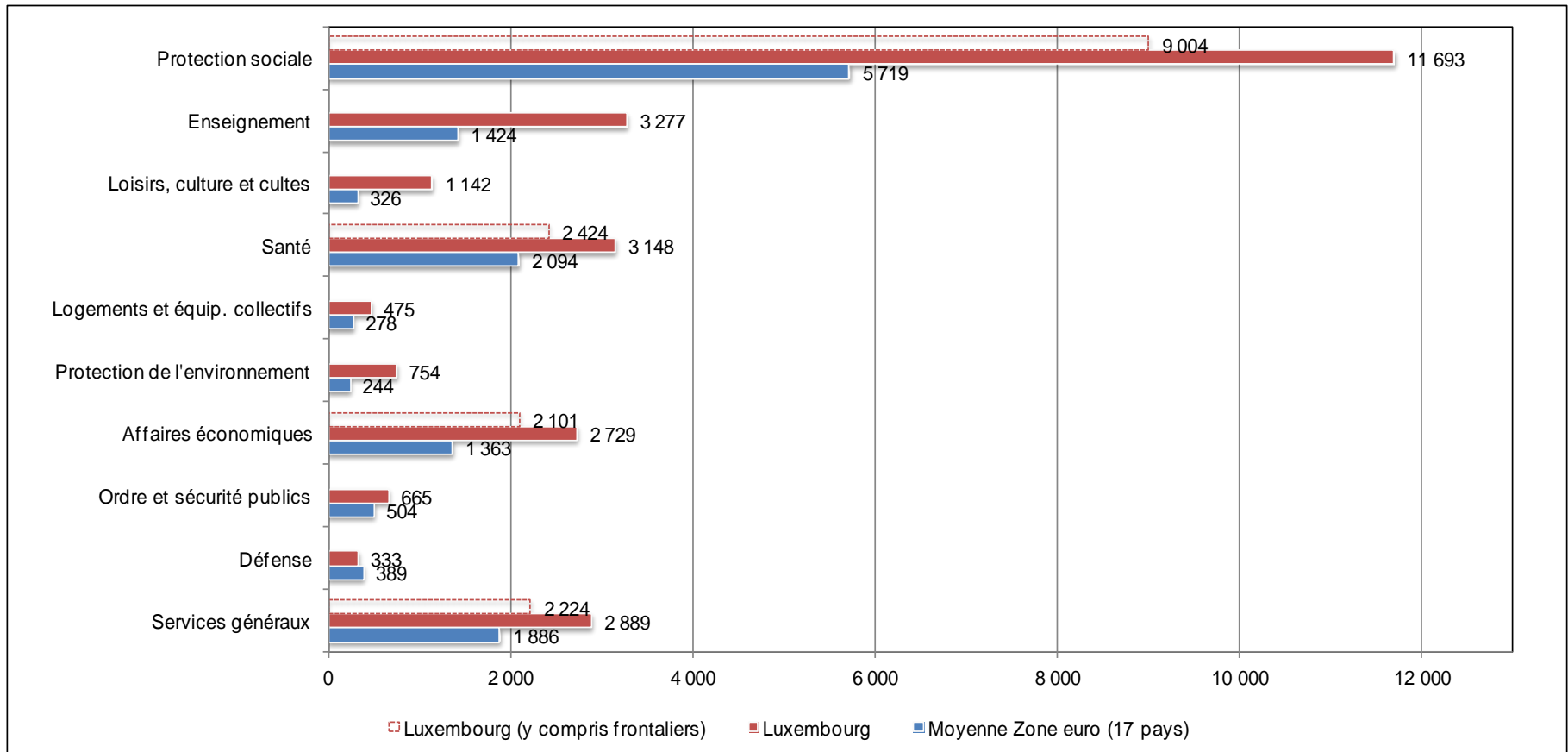


## Evolution des dépenses courantes de l'Administration publique par rapport aux pays voisins (en % de variation) : pour quand une « nouvelle culture » des dépenses?



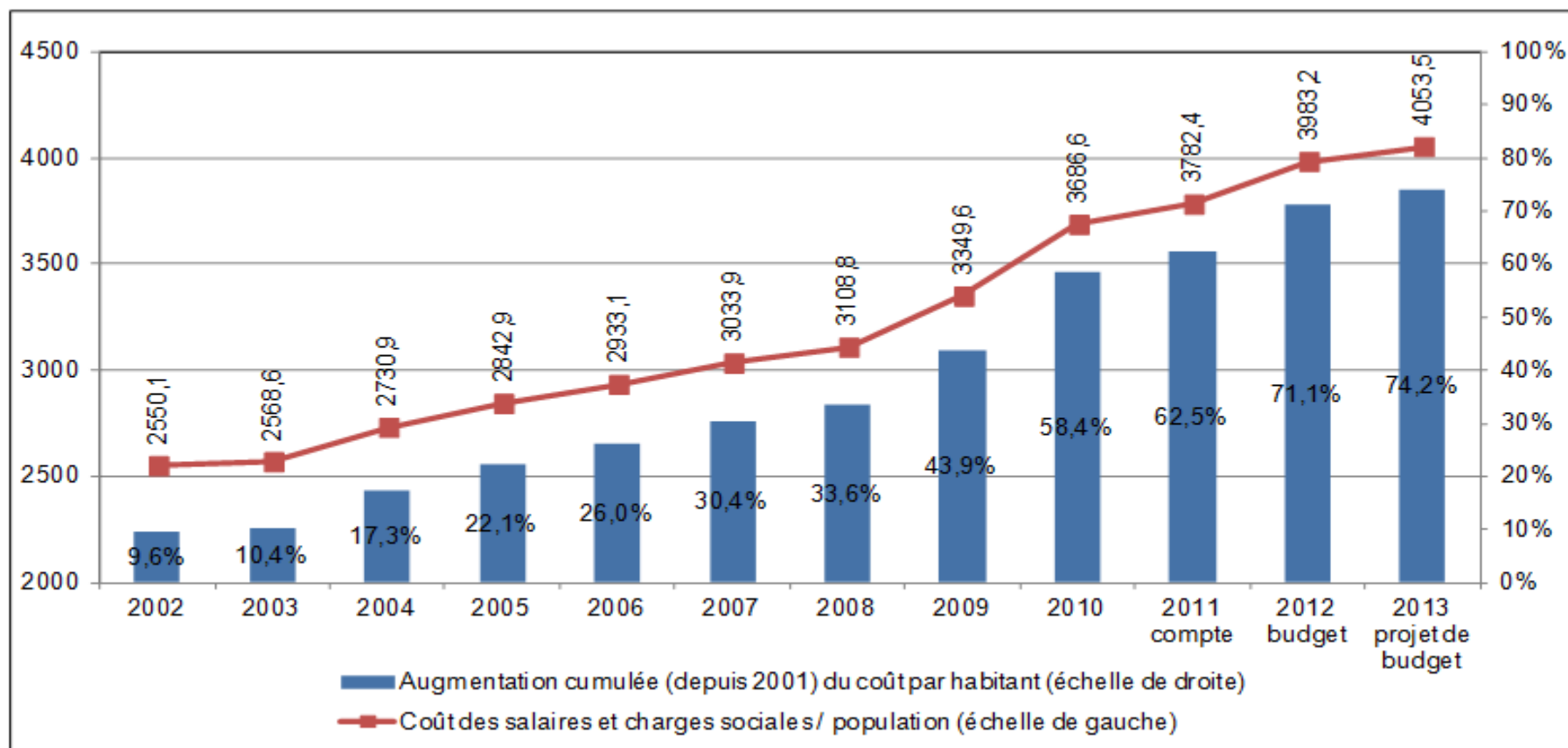


## Dépenses publiques par habitant selon la classification COFOG : un potentiel significatif mais non-exploité de baisse des dépenses courantes



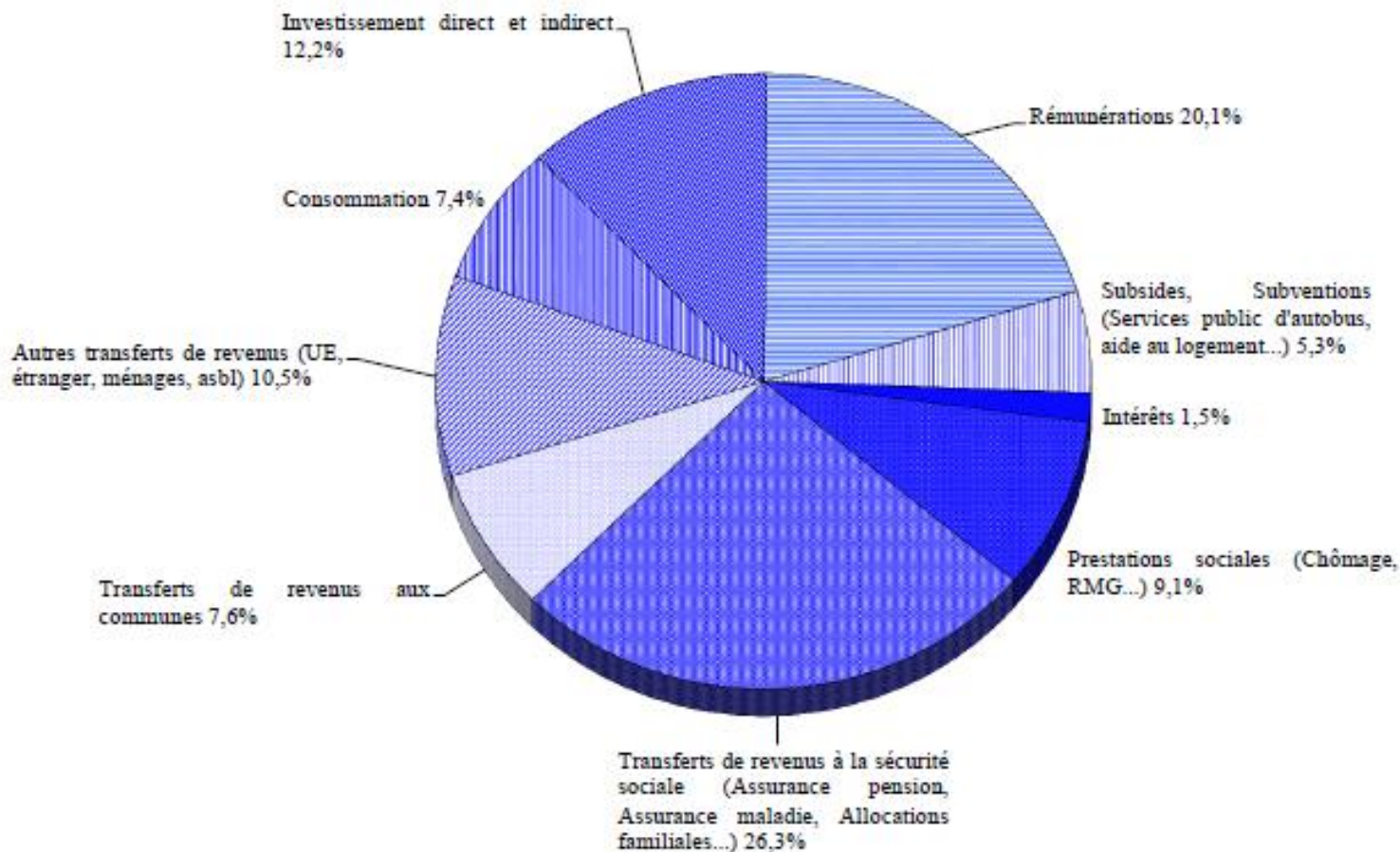


## Coût par habitant des charges salariales de l'Etat central (en EUR et en % de variation) : un appareil étatique qui se renchérit



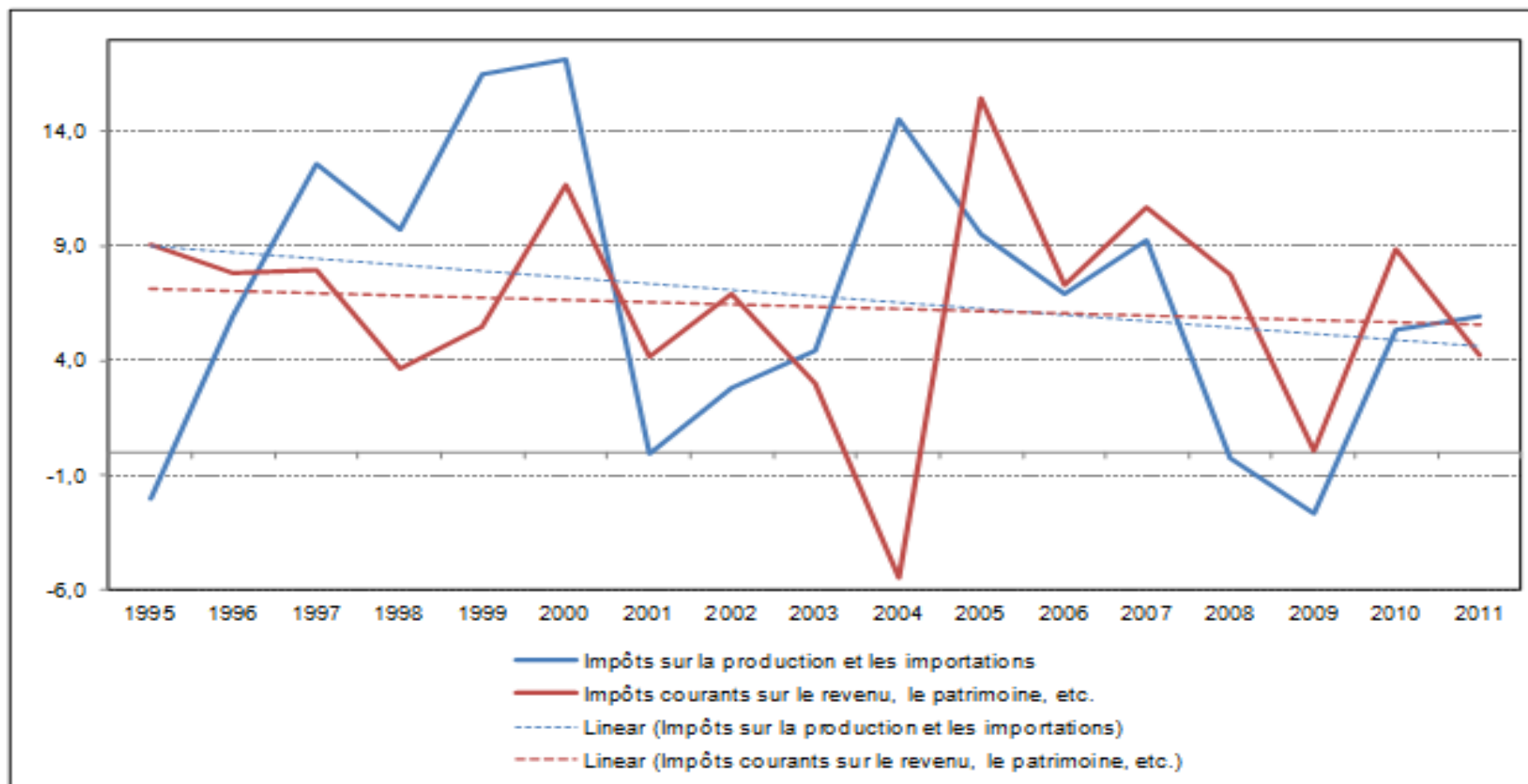


## Composition des dépenses de l'Administration centrale



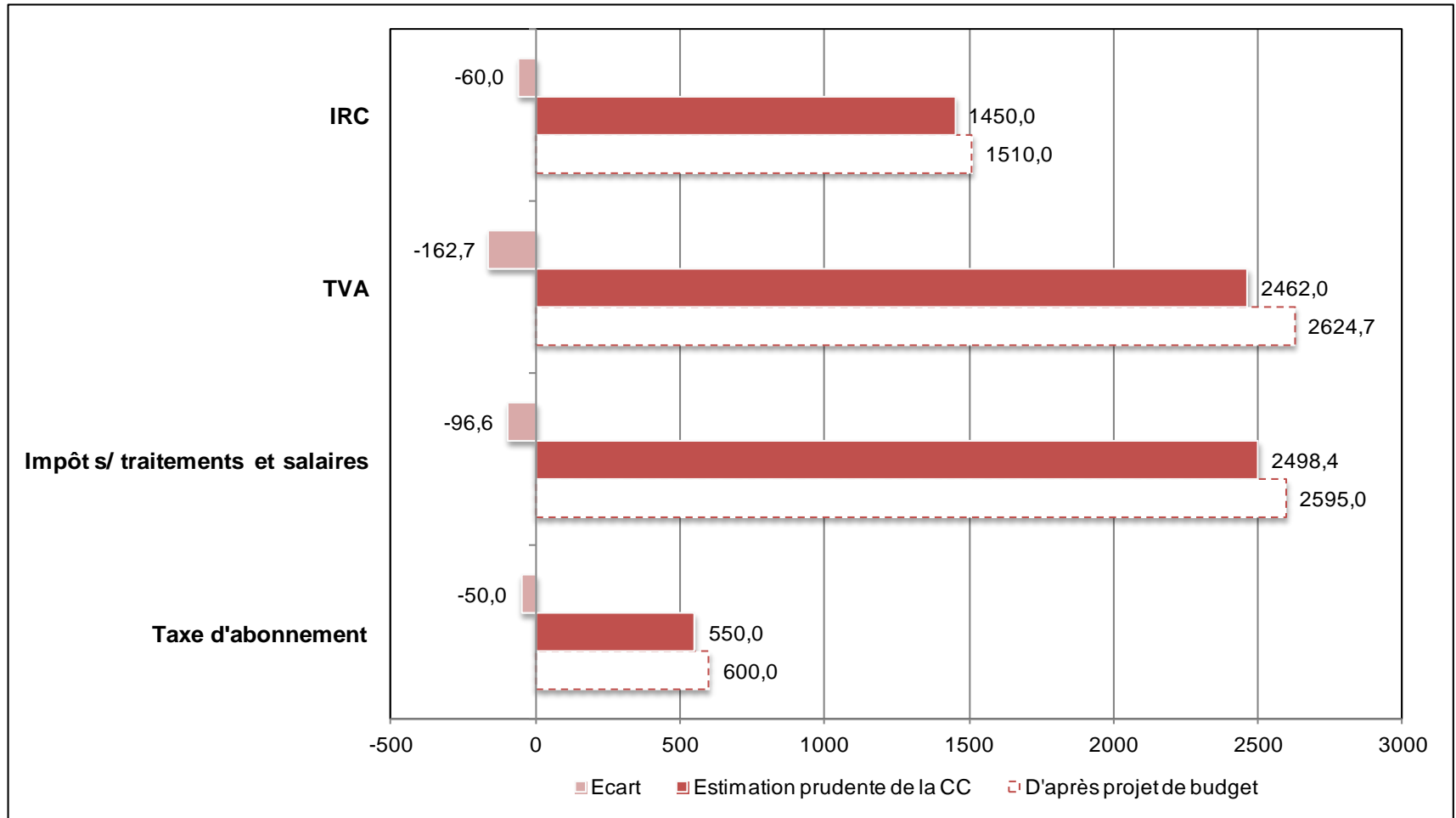


## Recettes: les impôts progressent à un rythme freiné (en %)





## Recettes: réévaluation par la Chambre de Commerce







## Sommaire

### 1. Les données de base du budget 2013

### 2. Un état des lieux inquiétant

### 3. Une réaction insuffisante jusqu'à présent

- Des paquets d'assainissement disparates et peu ambitieux
- Des amendements en déphasage avec les défis à relever

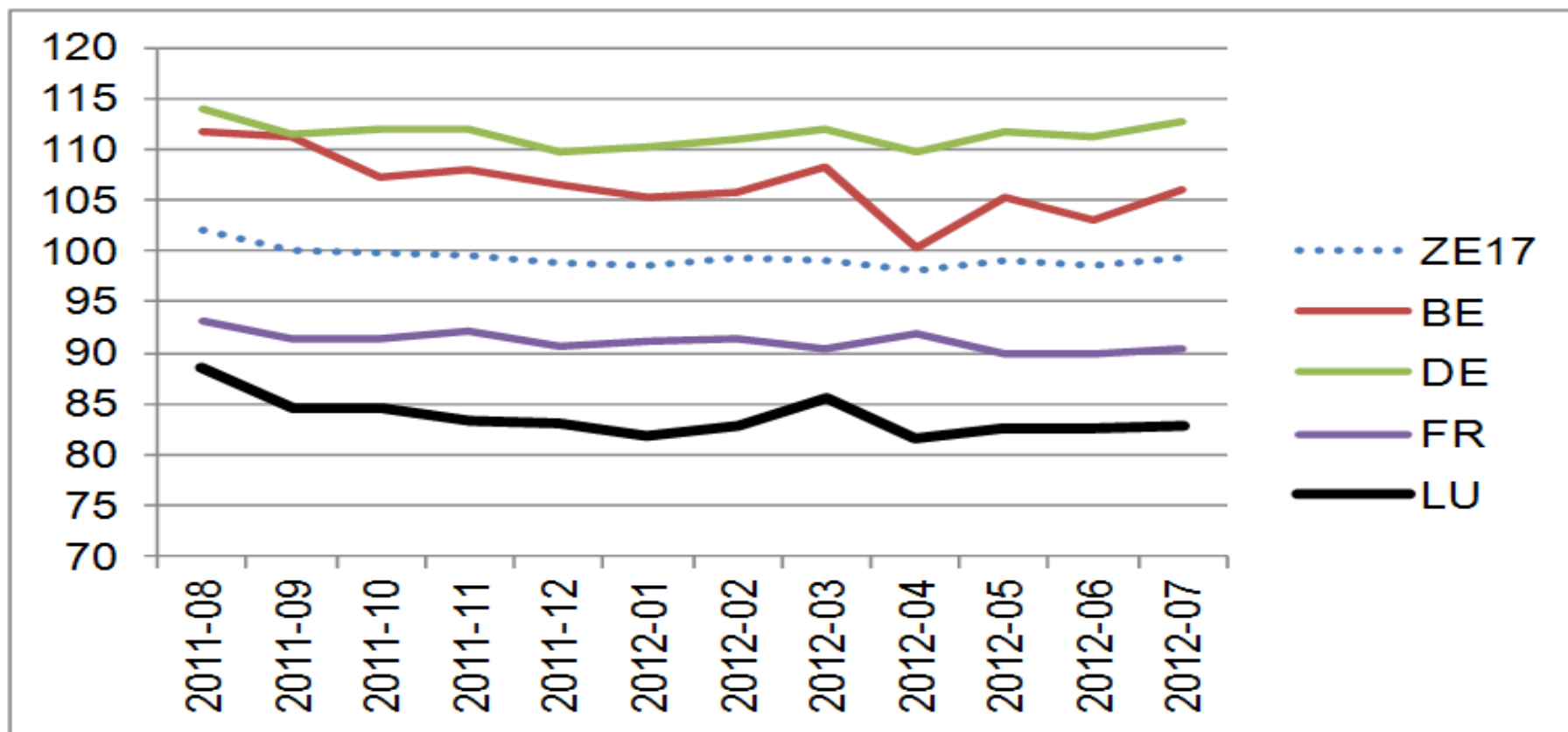
### 4. Les recommandations en 4 piliers

- Lignes directrices
- Mesures structurelles
- Mesures ponctuelles
- Mesures d'augmentation des recettes



## La production industrielle est en berne...

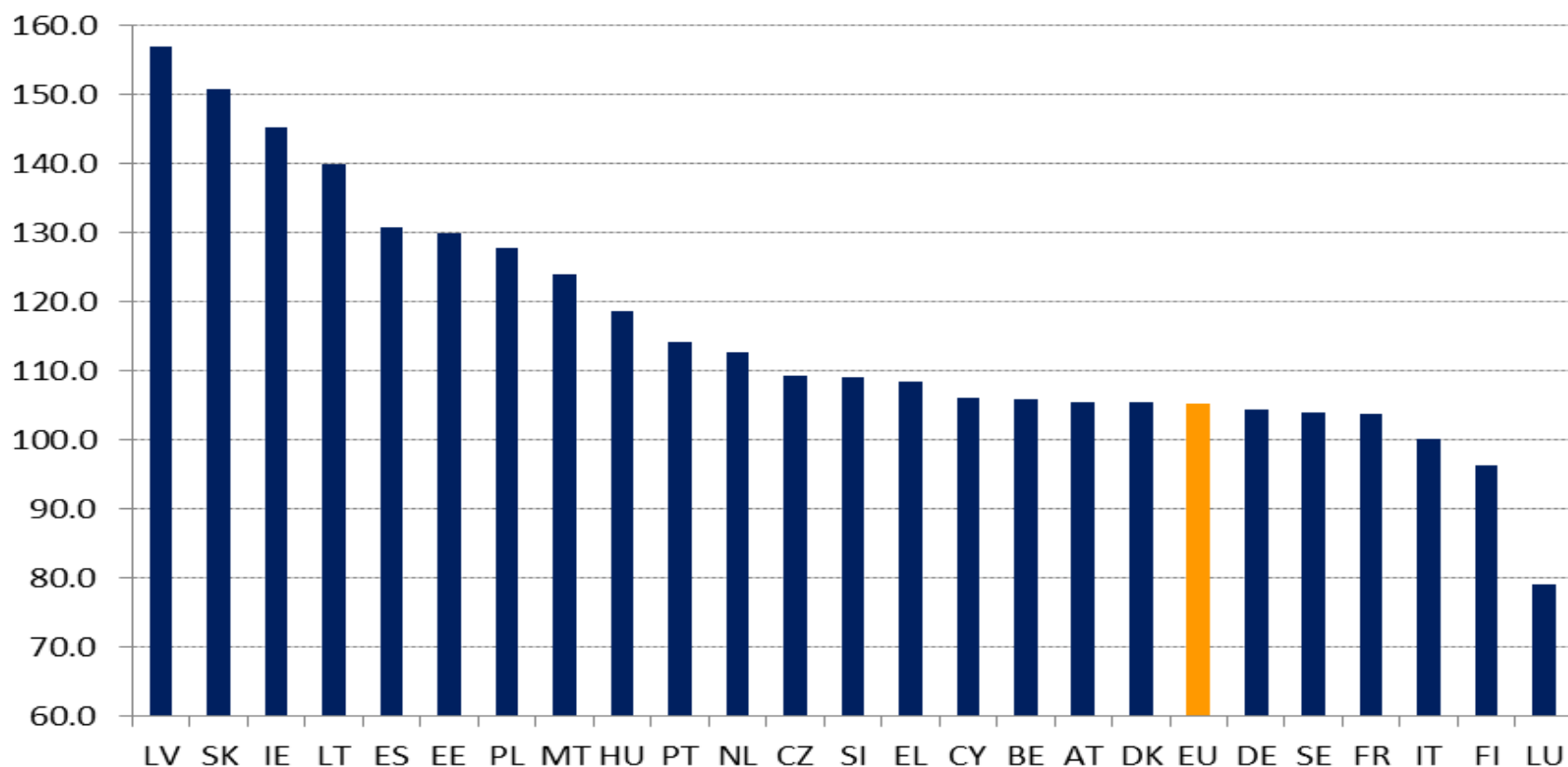
Indice de production industrielle (2005=100), CVS





## ...et le pays se désindustrialise à une vitesse fulgurante

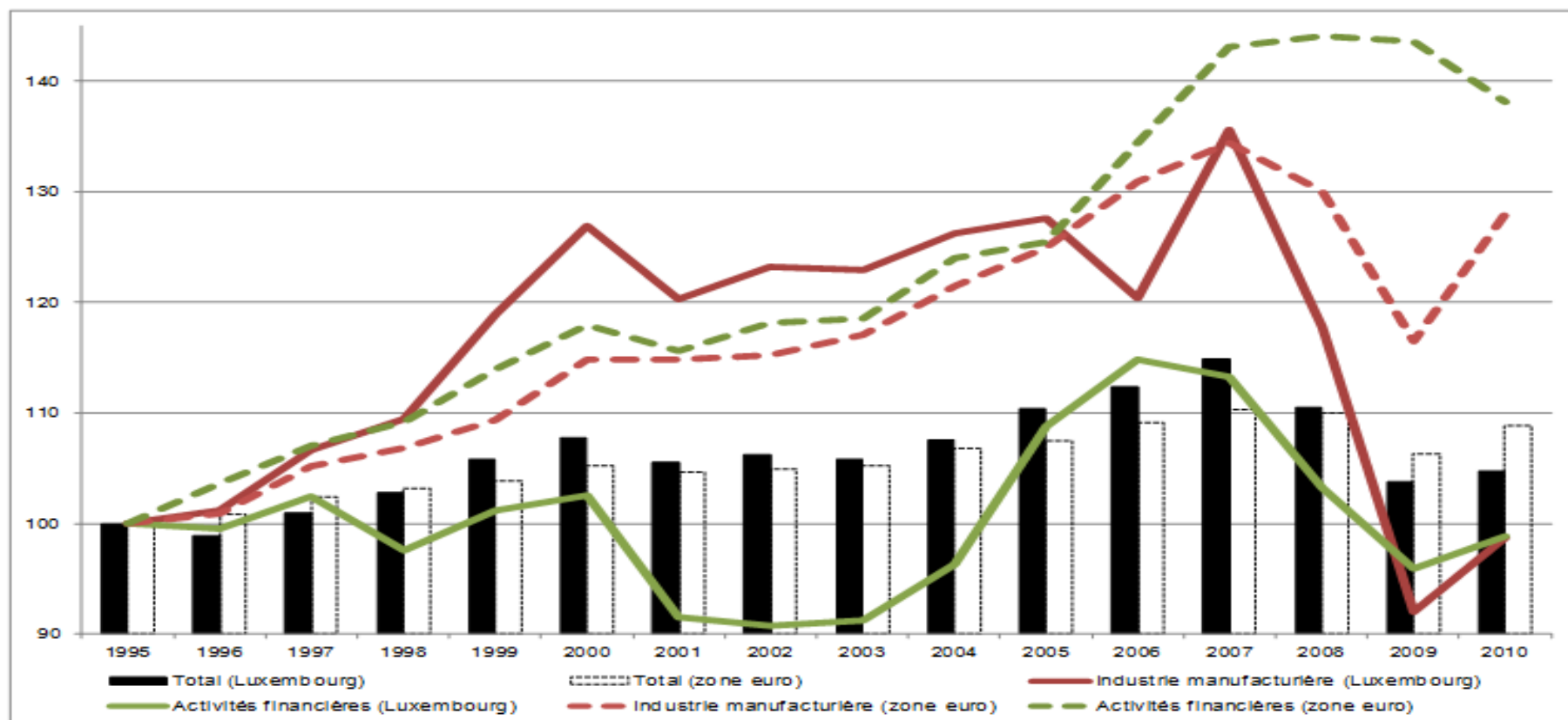
Variation de la production industrielle (2006=100)





# La dégradation de la productivité du travail est insoutenable

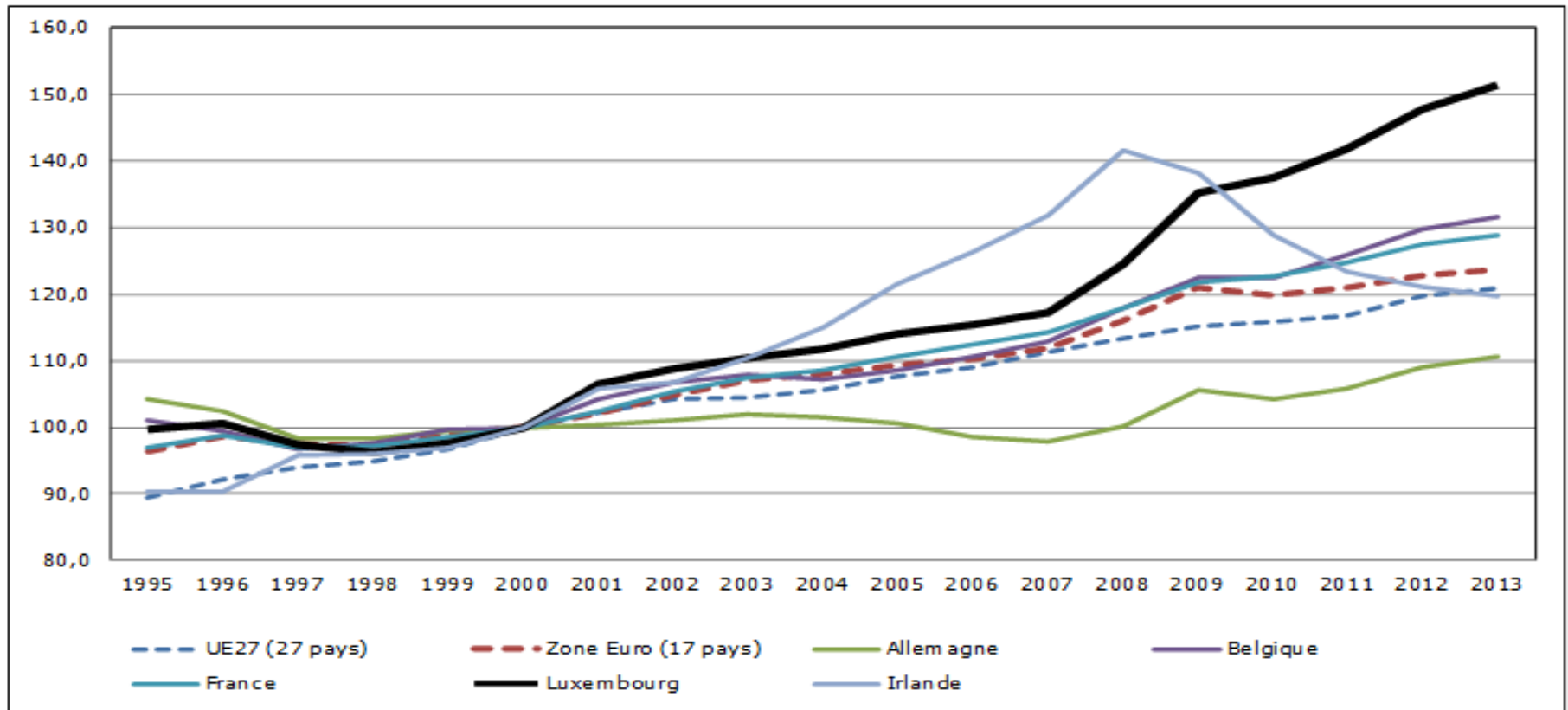
Evolution de la productivité apparente du travail (1995=100)





# L'évolution du coût salarial est plus que jamais dissociée du contexte économique

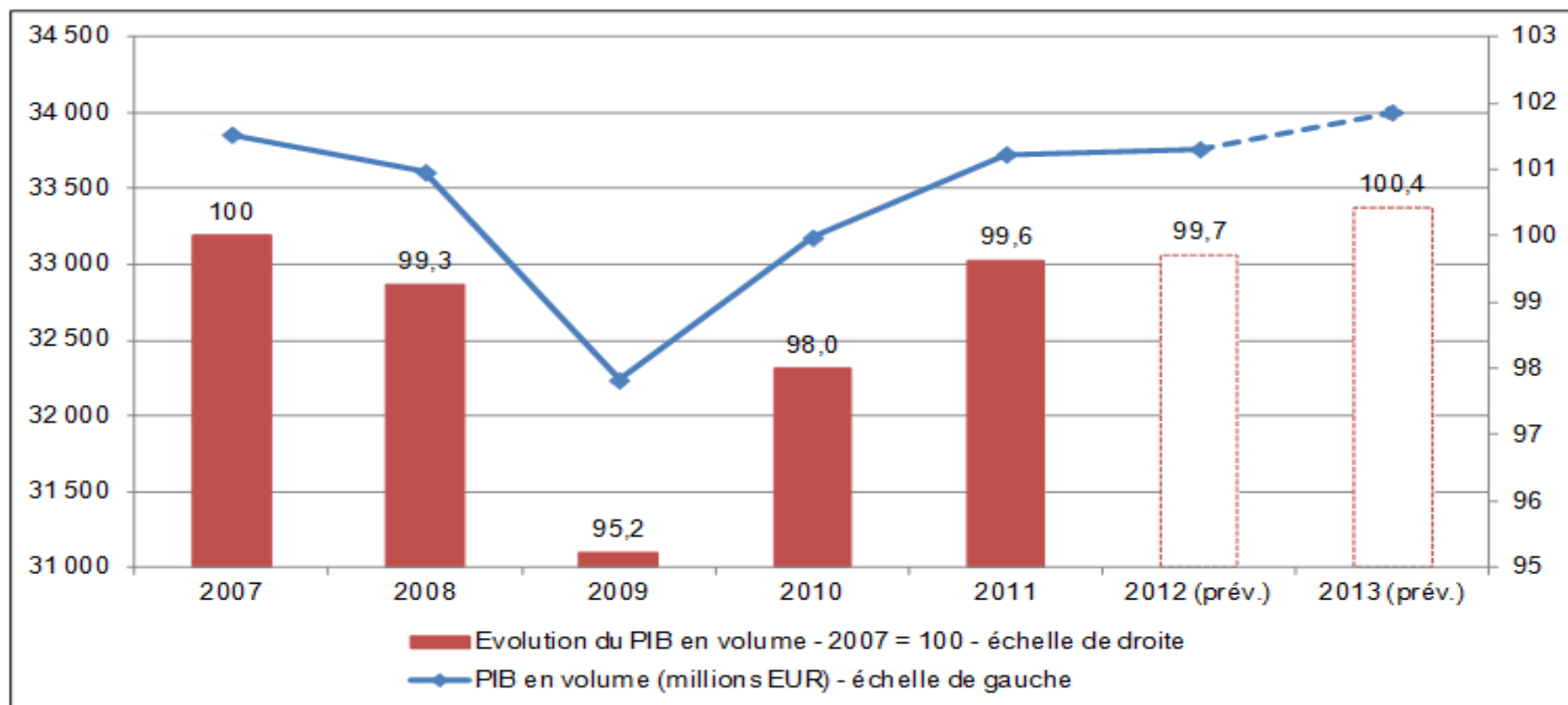
Evolution du coût salarial unitaire (CSU) nominal (2000=100)





## La performance économique ne peut plus masquer les problèmes structurels

Evolution du PIB en volume (à prix constants) sur la période 2007-2013





## L'Etat vit au-dessus de ses moyens

**Depuis fin 2008, les dépenses de l'Administration centrale ont progressé de 34%. En même temps, les recettes n'ont pourtant augmenté que de l'ordre de 23%. Entre fin 2008 et fin 2013, le PIB réel ne progressera probablement que de l'ordre de 0,5%.... au total**

- Les dépenses de l'Etat progressent plus vite que les recettes (« effet ciseaux »)
- Le déficit devient structurel, tout comme l'évolution de la dette publique
- Les marges de manœuvre s'anéantissent rapidement et dangereusement
- Le budget 2013 se base sur des prémisses conjoncturelles (à nouveau) dépassées ; le déficit risque donc (à nouveau) de s'avérer sous-estimé



## Sommaire

### 1. Les données de base du budget 2013

### 2. Un état des lieux inquiétant

### 3. Une réaction insuffisante jusqu'à présent

- Des paquets d'assainissement disparates et peu ambitieux
- Des amendements en déphasage avec les défis à relever

### 4. Les recommandations en 4 piliers

- Lignes directrices
- Mesures structurelles
- Mesures ponctuelles
- Mesures d'augmentation des recettes





## Des paquets d'assainissement disparates et peu ambitieux

- 1<sup>er</sup> paquet (décembre 2010) : renonciation aux investissements, premier tour de vis fiscal et des mesures d'économies qui se sont avérées trompeuses
  - Impact potentiel sur le solde 2011 : 698 mio EUR
  - Impact potentiel sur le solde 2012 : 728 mio EUR
- 2<sup>e</sup> paquet (avril 2012) : entre mesures virtuelles et nouvelles hausses fiscales tous azimuts
  - Impact potentiel sur le solde 2013 : 535 mio EUR
- 2<sup>e</sup> paquet *bis* (2 octobre 2012) : des « mesurette » aptes à contribuer à la souveraineté budgétaire du Luxembourg?
  - Impact potentiel sur le budget 2013 : 75 mio EUR

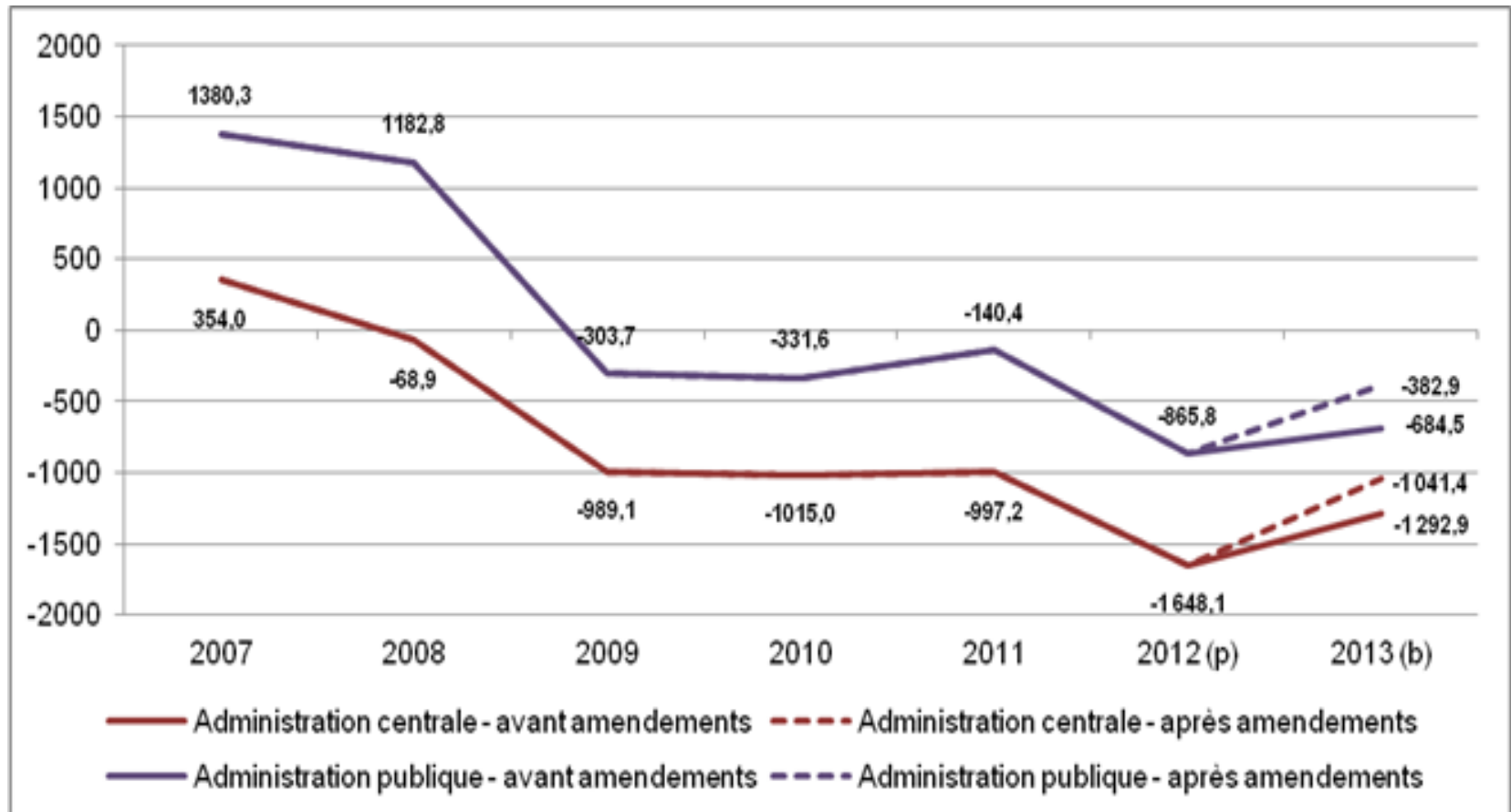


## Des amendements en déphasage avec les défis à relever (1)

- Pas dans la bonne direction, mais insuffisant et déséquilibré: total de 251,5 mio EUR, dont 72% sont des mesures de hausses fiscales
- Aucune économie additionnelle au niveau de la consommation intermédiaire
- Economies limitées à 5 mio EUR au titre de la rémunération des salariés
- Economies limitées à 20 mio EUR au titre des prestations sociales (Forfait d'éducation en baisse de 9 mio EUR, allocation rentrée scolaire en baisse de 11 mio EUR)
- Baisse des investissements : - 30 mio EUR (dont 50% au seul titre du projet ferroviaire « EuroCapRail »)



## Des amendements en déphasage avec les défis à relever (2)





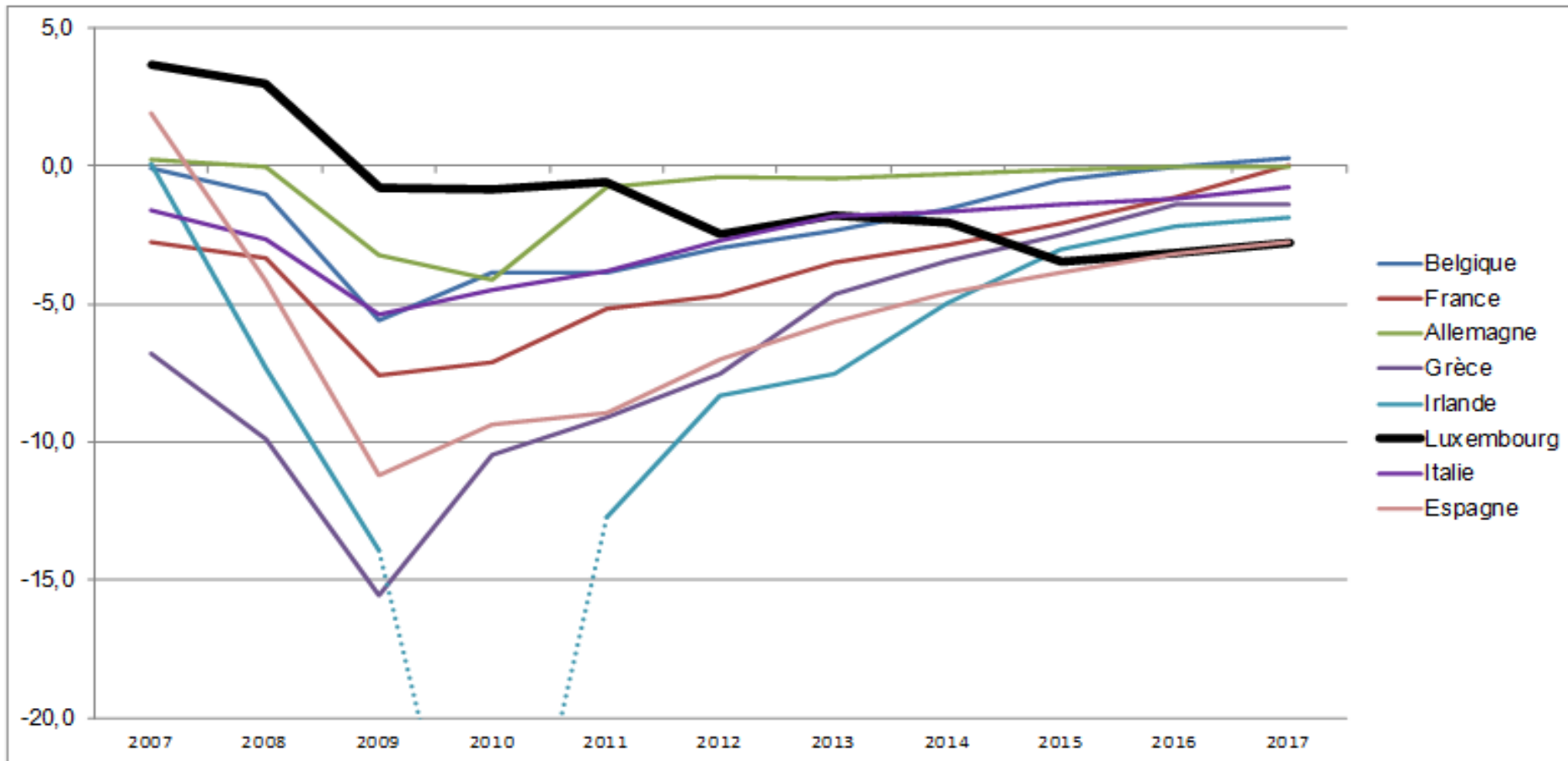
## Des mesures qui nuisent à l'attractivité du site

- Grand total des mesures annoncées depuis la 13<sup>e</sup> actualisation du PSC (avril 2012): 952 mio EUR, dont 414 mio portant sur les recettes et 538 portant sur les dépenses
- Effort d'assainissement équivalent à 2% du PIB
- Reports et évitements de dépenses
- Attractivité du site ? (cf. réduction de la bonification d'impôt pour investissement)
- Prévisibilité en matière fiscale: un atout abandonné?  
(cf. augmentation impôt de solidarité, introduction impôt minimal, augmentation impôt SOPARFI, augmentation taux marginal, baisse régime stock options)



## Pour quand une inversion de tendance au niveau du déficit?

Solde de l'Administration publique en % du PIB : du meilleur élève au dernier de la classe ?





## Sommaire

### 1. Les données de base du budget 2013

### 2. Un état des lieux inquiétant

### 3. Une réaction insuffisante jusqu'à présent

- Des paquets d'assainissement disparates et peu ambitieux
- Des amendements en déphasage avec les défis à relever

### 4. Les recommandations en 4 piliers

- Lignes directrices
- Mesures structurelles
- Mesures ponctuelles
- Mesures d'augmentation des recettes



## Le Luxembourg à la dérive budgétaire... et pourtant les solutions existent ! (1)

- **Lignes directrices**

- Assainir les finances publiques sans compromettre davantage la compétitivité : la politique de consolidation n'est pas synonyme de récession économique
- Conserver à tout prix la souveraineté budgétaire et l'attractivité du Luxembourg
- Passer au crible toutes les dépenses et accélérer le rythme de consolidation suivant la trajectoire d'ajustement prévue par le Pacte fiscal européen
- Considérer les hausses fiscales comme instrument d'appoint, et non comme principal instrument de l'assainissement budgétaire
- Définir un objectif à moyen terme suffisamment ambitieux pour faire face au financement durable de la sécurité sociale



## Le Luxembourg à la dérive budgétaire... et pourtant les solutions existent ! (2)

- **Mesures structurelles (1/2)**

- Radiographie de toutes les dépenses et budget à base zéro, complétés par la réalisation de gains de productivité de 1,5% par an par la suite
- Gel de l'indexation des salaires en 2013 et 2014 et réalisation de l'étude sur la désindexation généralisée de l'économie
- Meilleure sélectivité sociale pour une lutte efficace contre la pauvreté
- Changement de paradigme en matière de prise en charge de l'inactivité





## Le Luxembourg à la dérive budgétaire... et pourtant les solutions existent ! (3)

- **Mesures structurelles (2/2)**

- Alignement du congé parental sur la norme européenne en la matière
- Implémentation d'une « feuille de route du mieux investir »
- Transposition dans les meilleurs délais du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'UEM, afin d'asseoir la consolidation budgétaire sur les bases plus solides et contraignantes
- Refonte de l'architecture budgétaire autour de critères de résultats, de performance et d'atteinte d'objectifs
- Feuille de route pluriannuelle afin de tendre vers des dépenses par fonction plus proches de la moyenne européenne



## Le Luxembourg à la dérive budgétaire... et pourtant les solutions existent ! (4)

- Mesures structurelles : tableau synthétique

	2013	2014
1. Radiographie des dépenses, baisse horizontale	200	0
2. Gain de productivité de 1,5% par an	0	200
3. Gel de l'indexation des salaires	50	150
4. Sélectivité sociale	100	0
5. Alignement congé parental	10	10
6. Feuille de route "mieux investir"	25	0
	385	360



## Le Luxembourg à la dérive budgétaire... et pourtant les solutions existent ! (5)

- **Mesures ponctuelles**

- Réaliser les économies annoncées au titre de la consommation intermédiaire (80 millions EUR)
- Mettre en œuvre des économies ponctuelles au niveau de certaines dépenses courantes (114 millions EUR)
- Mettre en œuvre des économies ponctuelles au niveau de certaines dépenses en capital (30 millions EUR)
- Mettre en œuvre des économies ponctuelles au niveau des fonds spéciaux (110 millions EUR)



## Le Luxembourg à la dérive budgétaire... et pourtant les solutions existent ! (6)

- **Mesures fiscales**

- Refonte des abattements fiscaux
- Non-déductibilité de certaines primes d'assurance obligatoires
- Revue du forfait de frais d'obtention pour les revenus d'une occupation salariée
- Abolition partielle du crédit d'impôt en matière immobilière
- Alignement du forfait kilométrique sur le prix d'un abonnement annuel des transports en commun
- Hausse modérée de l'impôt foncier
- Relèvement modéré des taux d'accises en ligne avec les évolutions dans les pays voisins



## Le Luxembourg à la dérive budgétaire... et pourtant les solutions existent ! (7)

- **Mesures fiscales : tableau synthétique**

	2013	2014	
1. Abattements fiscaux: baisse 1/3 par an	90	90	
2. Déductibilité fiscale primes RC auto, chasse, etc.	25	n.d.	<i>Estimation approximative</i>
3. Réduction du forfait de frais d'obtention	25	n.d.	<i>Estimation approximative</i>
4. Crédit d'impôt immobilier	40	n.d.	
5. Ajustement addtionel forfait kilométrique	25	n.d.	
6. Impôt foncier + mesures comp.	25	n.d.	
7. Hausse des accises sur produits pétroliers	30	n.d.	
	<b>260</b>	<b>90</b>	

→ Soit au total des mesures d'économies sur les dépenses de 719 millions EUR et des propositions d'augmentation des recettes de l'ordre de 260 millions EUR

→ Au total : 979 millions EUR (2,15% du PIB)



**Merci pour votre attention !**

**Questions & Réponses**

**L'avis budgétaire 2013 de la Chambre de Commerce est  
disponible sur son site Internet : [www.cc.lu](http://www.cc.lu)**

**Pour toutes questions complémentaires : [eco@cc.lu](mailto:eco@cc.lu)**